Louis GILL

Économiste, retraité de l'UQÀM

(21 mars 2010)

"La méthode de l'OCDE: une juste mesure de l'endettement du Québec?"

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@ugac.ca

Site web pédagogique : <http://www.ugac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.ugac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.ugac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Louis Gill, économiste québécois, Professeur retraité de l'UQAM

"La méthode de l'OCDE: une juste mesure de l'endettement du Québec?"

Montréal : Dimanche, le 21 mars 2010. Article publié dans l'aut'journal, le 23 mars 2010, sous le titre : "**Dette du Québec : la méthode de l'OCDE, une juste mesure?**"

Louis GILL est économiste et professeur retraité du département de sciences économiques de l'UQAM où il a œuvré de 1970 à 2001. Tout au cours de cette carrière, il a eu une activité syndicale active. Il a publié plusieurs ouvrages, sur la théorie économique marxiste, l'économie internationale, l'économie du socialisme, le partenariat social et le néolibéralisme, ainsi que de nombreux essais et articles de revues et de journaux sur des questions économiques, politiques, sociales et syndicales.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 24 mars 2010 de diffuser cette conférence dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : gill.louis@uqam.ca

Polices de caractères utilisée : Pour le texte: Comic Sans, 12 points.
Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5" x 11")

Édition numérique réalisée le 28 mars 2010 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Louis Gill

**"La méthode de l'OCDE:
une juste mesure de l'endettement du Québec?"**

Montréal : Dimanche, le 21 mars 2010.

Article publié dans l'aut'journal, le 23 mars 2010, sous le titre :
"Dettes du Québec : la méthode de l'OCDE, une juste mesure?"

Dans des entrevues prébudgétaires accordées aux médias le 19 mars dernier, le premier ministre Jean Charest a tenu à l'égard de l'état de l'économie et de la dette du Québec des propos qui tranchent

avec les propos alarmistes des quatre « experts indépendants » du ministre des Finances qui ont fait beaucoup de bruit au cours des dernières semaines.

Le premier ministre s'est en effet réjoui de ce que notre performance économique est de loin supérieure à ce qu'on constate ailleurs sur la planète. Quant à la dette, il estime qu'elle est loin du portrait que certains en ont présenté (y compris son propre ministère des Finances, doit-on rappeler). Elle se situe au contraire, a-t-il précisé, « dans la moyenne des pays de l'OCDE » ¹.

Il est à souhaiter que son personnel politique et économique tienne compte de ce verdict et commence à donner l'heure juste, afin que cesse la campagne de confusion propagée dans le public à cet égard.

¹ Le Devoir, 20-21 mars 2010, p. A12.

Pour ce qui est de la comparaison de l'endettement du Québec avec celui des pays membres de l'OCDE, il faut d'abord corriger la fausse impression qu'en donne un récent document du ministère des Finances ², qui ne présente qu'une évaluation de l'endettement brut des administrations publiques du Québec en demeurant silencieux sur leur endettement net, et dont les calculs reposent sur des biais qui ont pour effet de surestimer l'endettement du Québec ³.

Mais, même lorsqu'il est fait correctement, le calcul de l'endettement du Québec selon la méthode de l'OCDE n'est pas sans poser un sérieux problème, en raison du poids considérable que représente la part de la dette du gouvernement fédéral dans cet endettement, une dette sur laquelle le gouvernement du Québec n'a aucun contrôle.

La somme des engagements financiers bruts de l'ensemble des administrations publiques du Québec, incluant une part de 20 % des engagements financiers bruts du gouvernement fédéral, s'établit en effet comme suit en milliards de dollars, en date du 31 mars 2009 ⁴ :

² Finances Québec, *La dette du gouvernement du Québec*, février 2010.

³ Voir ma critique : « *Mauvaise dette* » et méthode de l'OCDE. Les biais et omissions de Finances Québec », accessibles sur les sites des [Classiques des sciences sociales](#) et d'[Économie Autrement](#). Voir aussi Jean-François Lisée, « [Quand les brutes parlent de la dette, c'est pas net](#) », Le blogue de Jean-François Lisée, L'Actualité.com, 2 mars 2010.

⁴ « *Mauvaise dette* »..., *op. cit.*, p. 5.

123	(dette directe du gouvernement du Québec - actifs du Fonds des générations)
+ 20	(autres éléments de passif du gouvernement du Québec)
+ 19	(dette des municipalités)
+ 1	(dette des réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux)
+ 126	(20 % de la dette non échue du gouvernement du Canada et de ses autres passifs, ou 20 % de 514 + 114 milliards)

Au total, 289 milliards ou 95 % du PIB, au-dessus de la moyenne de l'OCDE de 92 % le 30 juin 2009.

On constate que la part de l'endettement du gouvernement du Canada imputée au Québec, établie à 126 milliards, représente 44 % des engagements financiers bruts de 289 milliards de l'ensemble des administrations publiques du Québec, alors que la part du gouvernement du Québec, qui est de 143 milliards ou 49 % du total, est à peine supérieure.

En somme, la mesure de l'endettement brut selon la méthode de l'OCDE est d'une validité douteuse si on veut l'utiliser comme moyen de pointer du doigt le gouvernement du Québec pour l'ampleur de sa propre dette. Pour évaluer celle-ci, le seul concept de dette qui soit valable est celui de la dette brute du gouvernement. À 151 milliards, elle représentait 50 % du PIB au 31 mars 2009, ce qui n'a rien à voir avec les 95 % du PIB calculés selon la méthode de l'OCDE, dont près de la moitié provient de la dette du gouvernement fédéral sur laquelle le gouvernement du Québec n'a aucun contrôle.

Cette anomalie est en partie corrigée dans le calcul de l'endettement net, en raison du fait que près de la moitié de l'endettement brut du gouvernement fédéral est compensée par des actifs financiers. Voilà pourquoi il est capital, lorsqu'on se réclame de la méthode de l'OCDE, de calculer aussi les engagements financiers

nets, ce à quoi le ministère des Finances a choisi de ne pas procéder dans son récent document sur la dette.

Je rappelle que le montant des engagements financiers nets de l'ensemble des administrations publiques est obtenu en soustrayant des engagements financiers bruts les actifs financiers bruts du gouvernement du Québec, les actifs du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) et du Régime de rentes du Québec (RRQ), ainsi que 20 % des actifs financiers bruts du gouvernement du Canada. Nous obtenons alors, en milliards de dollars ⁵ :

289	(engagements financiers bruts des administrations publiques du Québec)
42	(actifs financiers bruts du gouvernement du Québec)
36	(actifs du FARR)
26	(actifs du RRQ)
60	(20 % des actifs financiers bruts du gouvernement du Canada, de 299 milliards)

Au total, 125 milliards, ou 41 % du PIB, dix points sous la moyenne de l'OCDE qui était de 51 % le 30 juin 2009.

Fin du texte

⁵ *Ibidem.*